

**COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME  
DE LA LOZERE**

Association Loi 1901  
Siège social : Rue du Gévaudan  
48000 MENDE  
SIRET 776 114 845 00048

**RAPPORT**  
**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31/12/2023**

SAS A2H AUDIT  
HARDTMEYER-HUC  
Commissaire aux Comptes  
Immeuble Espace 2B  
6 Mail Philippe Lamour  
34760 BOUJAN SUR LIBRON

Exercice clos le  
31 décembre 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

A l'Assemblée Générale du COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE,

**1- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2- Fondement de l'opinion**

**2-1-Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**2-2-Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Exercice clos le  
31 décembre 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

### **3- Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable, sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes, des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **5- Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Exercice clos le  
31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS

**6- Responsabilité du Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

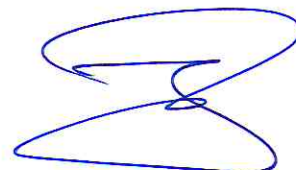
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

BOUJAN SUR LIBRON,  
Le 7 mai 2024

SAS A2H AUDIT - HARDTMEYER-HUC

J. BILLY



Exercice clos le  
31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS

---

## ANNEXES

- DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- COMPTES ANNUELS

---

## DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	53 227	53 227		
	Fonds commercial (1)	33 377		33 377	33 377
	Autres immobilisations incorporelles	66 360	7 167	59 193	22 375
	Avances et acomptes	2 400		2 400	
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	4 192		4 192	4 192
	Constructions	491 307	451 155	40 152	38 967
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	43 578	25 022	18 555	14 018
	Autres immobilisations corporelles	235 080	196 557	38 523	56 632
	Immobilisations en cours	3 057		3 057	2 990
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	14 820		14 820	14 820
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	7 385		7 385	7 385
	Prêts	81 428	81 428		
	Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL (II)</b>		<b>1 036 212</b>	<b>814 557</b>	<b>221 655</b>	<b>194 757</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	21 089		21 089	18 612
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	131 302		131 302	117 850
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	5 297		5 297	23 619
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients et comptes rattachés	95 238	66 570	28 667	40 246
	Autres créances	438 114		438 114	666 394
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	916 951		916 951	736 745
	Charges constatées d'avance	47 244		47 244	23 228
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 655 235</b>	<b>66 570</b>	<b>1 588 665</b>	<b>1 626 695</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>		<b>2 691 448</b>	<b>881 127</b>	<b>1 810 320</b>	<b>1 821 452</b>

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Mission de Présentation des Comptes

## Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	152 491	152 491
	Report à nouveau	805 062	812 612
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>4 592</b>	<b>(7 550)</b>
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>962 145</b>	<b>957 553</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 018	734
	Emprunts et dettes financières divers (3)	9 956	10 177
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	61 788	88 011
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	225 442	211 715
	Dettes fiscales et sociales	463 519	448 294
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	45 941	73 514
	Produits constatés d'avance (1)	40 511	31 455
	<b>Total des dettes</b>	<b>848 175</b>	<b>863 899</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 810 320</b>	<b>1 821 452</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	4 591,56	(7 549,74)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	786 387	775 888
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 018	734
(3)	Dont emprunts participatifs		



## Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023		31/12/2022
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	357 531		357 531
	Production vendue (Biens)	374 915		374 915
	Production vendue (Services et Travaux)	1 089 237		1 089 237
	<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>1 821 683</b>		<b>1 821 683</b>
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			1 342 000
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			41 353
	Autres produits			3 935
	<b>Total des produits d'exploitation (1)</b>			<b>3 208 970</b>
	Achats de marchandises			227 038
	Variation de stock			(13 452)
	Achats de matières et autres approvisionnements			182 482
	Variation de stock			(2 477)
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres achats et charges externes			861 109
	Impôts, taxes et versements assimilés			80 286
	Salaires et traitements			1 447 811
	Charges sociales du personnel			496 074
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations			41 230
CHARGES D'EXPLOITATION	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations			
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			
	Autres charges			22 474
	<b>Total des charges d'exploitation (2)</b>			<b>3 342 575</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>				<b>(133 605)</b>

Mission de Présentation des Comptes

# Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(133 605)</b>	<b>(64 995)</b>
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée	500	
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	99	53
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	14 499	4 050
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	3 920	11 235
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>18 518</b>	<b>15 339</b>
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>			
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>18 518</b>	<b>15 339</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(114 587)</b>	<b>(49 656)</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	53 859	54 929
	Sur opérations en capital	75 814	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>129 673</b>	<b>54 929</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	10 494	12 649
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		174
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>10 494</b>	<b>12 823</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>119 178</b>	<b>42 106</b>
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>3 357 661</b>	<b>3 143 502</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>3 353 069</b>	<b>3 151 052</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>4 592</b>	<b>(7 550)</b>
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Mission de Présentation des Comptes

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 810 320** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 357 661** euros et un total **charges** de **3 353 069** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **4 592** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants de l'entreprise.

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait susceptible d'avoir une incidence comptable n'est à signaler sur l'exercice.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables relatifs au Plan Comptable Général .

### Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes), ainsi que les coûts des emprunts directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'immobilisations sont comptabilisés en charges.



# Règles et Méthodes Comptables

## Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

### - Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

### - Immobilisations décomposables :

Si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements	Linéaire	7 à 15 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), au dernier prix d'achat connu. Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les éventuels produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous-activité et de stockage.

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	128 259		44 880		17 775	155 365
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	128 259		44 880		17 775	155 365
CORPORELLES	Terrains	4 192					4 192
	Constructions sur sol propre	112 850					112 850
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	370 867		7 590			378 457
	Instal technique, matériel outillage industriels	51 231		7 976		15 629	43 578
	Instal., agencement, aménagement divers	28 977		5 631		1 060	33 548
	Matériel de transport	94 678					94 678
	Matériel de bureau, mobilier	108 395	1 985			3 527	106 854
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	2 990		3 057		2 990	3 057
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		774 182	1 985	24 253		23 206	777 214
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	14 820					14 820
	Autres titres immobilisés	7 385					7 385
	Prêts et autres immobilisations financières	85 348				3 920	81 428
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	107 553				3 920	103 633
TOTAL		1 009 994	1 985	69 133		44 900	1 036 212

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	72 507	5 662	17 775	60 394
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>72 507</b>	<b>5 662</b>	<b>17 775</b>	<b>60 394</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	105 533	1 565		107 098
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	339 217	4 840		344 057
	Instal technique, matériel outillage industriels	37 214	3 438	15 629	25 022
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	19 292	5 400	1 060	23 632
	Matériel de transport	69 513	10 364		79 877
	Matériel de bureau, mobilier	86 614	9 961	3 527	93 049
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>657 382</b>	<b>35 568</b>	<b>20 216</b>	<b>672 735</b>
<b>TOTAL</b>		<b>729 889</b>	<b>41 230</b>	<b>37 990</b>	<b>733 129</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2023
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissement					
	Provisions pour hausse des prix					
	Provisions pour amortissements dérogatoires					
	Provisions fiscales pour prêts d'installation					
	Provisions autres					
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges					
	Pour garanties données aux clients					
	Pour pertes sur marchés à terme					
	Pour amendes et pénalités					
	Pour pertes de change					
	Pour pensions et obligations similaires					
	Pour impôts					
	Pour renouvellement des immobilisations					
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
	Autres					
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} \text{incorporelles} \\ \text{corporelles} \\ \text{des titres mis en équivalence} \\ \text{titres de participation} \\ \text{autres immo. financières} \end{array} \right.$	85 348	21 707	25 627		81 428
	Sur stocks et en-cours					
	Sur comptes clients	66 570				66 570
	Autres					
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>151 918</b>	<b>21 707</b>	<b>25 627</b>		<b>147 998</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>151 918</b>	<b>21 707</b>	<b>25 627</b>		<b>147 998</b>
Dont dotations et reprises $\left\{ \begin{array}{l} \text{- d'exploitation} \\ \text{- financières} \\ \text{- exceptionnelles} \end{array} \right.$				3 920		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.						

## Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	81 428	81 428	
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	66 570	66 570	
	Autres créances clients	28 667	28 667	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	208	208	
	Impôts sur les bénéfices	21 111	21 111	
	Taxes sur la valeur ajoutée	6 882	6 882	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	401 665	401 665	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	8 248	8 248	
	Charges constatées d'avances	47 244	47 244	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>662 024</b>	<b>662 024</b>	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		3 920		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	1 018	1 018		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	9 956	9 956		
	Fournisseurs et comptes rattachés	225 442	225 442		
	Personnel et comptes rattachés	254 643	254 643		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	151 454	151 454		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	17 090	17 090		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	40 333	40 333		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	45 941	45 941		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	40 511	40 511		
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>786 387</b>	<b>786 387</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Fonds Commercial

	31/12/2023	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport		
<b>TOTAL</b>		

Les règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux ont été modifiées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 suite à la transposition de la directive comptable européenne unique n°2013/34/UE du 26 juin 2013 – règlement ANC 2015-06.

En application des dispositions de l'article 214-3 du pcg, nous avons estimé que le fonds commercial inscrit à l'actif n'a pas de durée de vie limitée et à ce titre, il n'est pas amorti.

Du fait du niveau d'activité de l'entreprise, il n'y a pas de perte de valeur de cet actif. Aucune dépréciation n'est donc à constater.



## Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		408 897
Autres créances		408 897
I.J.CPAM à IMPUTER s/ PAIE	208	
SUBVENT°D'EXPLOIT°A RECEVOIR	401 665	
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	6 095	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	929	

## Charges à payer

		31/12/2023
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>388 720</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>22 158</b>
FOURNISSEURS -FACT.N/PARVENUES	22 158	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>363 756</b>
PERSONNEL - CONGES A PAYER	148 357	
PERSONNEL - PRIMES A PAYER	93 982	
PERSO -PRIMES s/RESULT.A PAYER	12 304	
ORG.SOCIAUX-TAX.APPRENTISAGE	2 497	
CHARGES SOC.s/CONGES A PAYER	50 847	
CHARGES SOC.s/PRIMES A PAYER	31 788	
CH.SOC.-PRIMES s/RESULT.A PAY.	4 441	
CHARGES FISC.s/CONGES à PAYER	8 416	
CHARGES FISC.s/PRIMES à PAYER	5 400	
CHARG.FISC.s/PRIM.RESULT.A PAY	601	
CHARG.àPAYER-FORMAT° CONTINUE	5 123	
<b>Autres dettes</b>		<b>2 806</b>
DIVERS - CHARGES A PAYER	2 806	

## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		47 244	47 244
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			47 244



## Capital social

		31/12/2023	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice				
	Emises pendant l'exercice				
	Remboursées pendant l'exercice				
	Du capital social fin d'exercice				

# **COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME**

Annexes

## Annexes association

### PREAMBULE

#### Descriptif de l'objet social de l'Association (extrait des statuts)

*Le COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE a été constitué le 05 mai 1959, à l'initiative de l'Union Départementale des Syndicats d'initiative sous l'égide de M. Le Préfet de la Lozère, du Conseil Général et de la Chambre de Commerce et toutes les collectivités alors intéressées.*

*Il prend la forme d'une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, le décret du 16 août 1901, les dispositions des articles L. 132-1 et suivants du Code du tourisme et par les présents statuts, formée entre les membres fondateurs et tous les membres y ayant adhéré ou qui y adhéreront dans les conditions prévues par les présents statuts.*

*Le Comité prépare et met en œuvre la politique du tourisme du Département de la Lozère et contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation des activités et produits touristiques et de loisirs, en collaboration avec les professionnels, les organismes et les structures locales, intéressés à l'échelon départemental ou intercommunal.*

*Le but du Comité comporte notamment :*

- *La coordination des activités des différents professionnels, organismes et structures locales intéressés et apporte tout concours nécessaire ;*
- *L'étude et la réalisation d'initiatives tendant au développement des activités et produits touristiques et de loisirs du département ;*
- *L'étude, l'observation économique et statistique des activités touristiques et de loisirs du département ;*
- *La mise en valeur des richesses naturelles, archéologiques, artistiques, folkloriques, thermales ou autres du département ;*
- *L'amélioration et le développement de l'aménagement, de l'équipement touristique et de loisirs, et de la capacité d'accueil des structures touristiques et de loisirs du département ;*
- *La mission de qualification/ labellisation des structures touristiques aussi bien des hébergements que des lieux de visites ;*
- *Le développement et la promotion des activités et produits touristiques et de loisirs du département, sous toutes formes et sur tous supports, et notamment numériques, tels que sites internet, réseaux sociaux ;*
- *Le développement et la promotion de l'attractivité touristique, de l'image et du renom du département ;*
- *L'assistance aux différents professionnels, organismes et structures locales intéressés dans la structuration de l'offre commerciale des activités et produits touristiques et de loisirs du département ;*
- *L'organisation, la gestion, le conseil et le suivi de tout service de réservations et de commercialisation d'équipements et d'hébergements touristiques et de loisirs, d'accueil et d'animation. Ces missions s'exerceront obligatoirement au niveau départemental et pourront accessoirement se développer sur d'autres destinations, dès lors que cela contribue, de manière directe ou indirecte à améliorer le service rendu aux prestataires du département.*

*Pour la poursuite de son but, le Comité pourra :*

- *Procéder à la réalisation de toutes prestations de services en lien avec le département de la Lozère en ce compris, la réalisation de toute prestation de restauration ou de vente à emporter, notamment, sous l'enseigne « Maison de la Lozère », en tous lieux sur le territoire national ;*
- *Procéder à la diffusion et la commercialisation de tous produits, en France comme à l'étranger, et notamment, tous livres, objets, productions artisanales ou locales, agroalimentaires ou non, en lien avec le département ;*
- *Recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elle soit, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation de son but ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts du Comité.*



## **Description de la nature, du périmètre des activités ou missions réalisées et des moyens mis en œuvre**

### **POURQUOI ?**

Le Comité Départemental du Tourisme de la Lozère, en lien avec le Conseil Départemental, est la structure départementale en charge de la promotion touristique. Il est également au service de la compétitivité du tourisme lozérien, du développement du tourisme et des loisirs à l'échelle du territoire. Lozère Tourisme est engagé dans la mise en réseau des acteurs du territoire afin de les fédérer et les professionnaliser.

Il contribue à la promotion de la Lozère et son attractivité, la communication, l'observation touristique et le déploiement des outils numériques.

Il met à disposition et déploie des outils et des services auprès des sociaux professionnels et des Offices de Tourisme.

### **POUR QUI ?**

Le Comité Départemental du Tourisme de la Lozère travaille pour différents types de cibles : les Visiteurs/Prospects de la destination et Clients des boutiques ou du restaurant, les Offices de Tourisme, les Communautés de communes et les Prestataires touristiques.

### **MOYENS ?**

Le CDT de la Lozère compte 38 ETP répartis sur les 3 sites géographiques de la structure (Mende, Aire de la Lozère/A75 et Paris), avec sa Centrale de réservation, ses Boutiques et son Restaurant, il est un des Comités du Tourisme les plus diversifiés qui existent. Voici un récapitulatif des missions réalisées :

#### **Promotion de la destination et Communication**

Participation à des salons thématiques (Randonnée, Moto,...)

Campagnes d'affichages

Achats d'espace publicitaires dans la presse nationale, régionale et locale

Edition de brochures générales sur la destination (Respire, Carte Touristique)

Edition de brochures Thématiques (moto, camping-cars, vélo, pêche ...)

#### **Accompagnement Numérique**

Alimentation, la gestion et l'exploitation de la base de données départementale du Système d'Informations Touristiques (SIT48) – Tourinsoft

Déploiement de la place de marché Direct Lozère

Accompagnement des Offices de Tourisme dans la mise en place et le suivi du parcours numérique (accompagnement des prestataires)

Administration de la base Gestion de la Relation Prospect / Gestion de la Relation Client départementale

Gestion de l'e-réputation – Avis Lozère (Fairquest)

#### **Presse**

Démarchage de sociétés de productions pour des émissions télé sur la Lozère

Accueils de journalistes et d'influenceurs en France et en Europe

Veille sur toutes les parutions presse relatives à la Lozère (émissions TV, radio, articles papier et web)

#### **Réseaux sociaux**

Présence accrue sur les réseaux sociaux

Achat d'espaces publicitaires sur différentes thématiques : Ecotourisme, Expérientiel, Travail Nomade, Activités de Pleine Nature... et en fonction des cibles visées (jeunes actifs, familles, ...)

#### **Relations et actions partenaires**

Animation des filières (pêche, équestre, vélo, moto...)

Animation d'un club des sites touristiques  
Mutualisation d'actions marketing en partenariat avec les départements du Lot et de l'Aveyron et les Offices de Tourisme de Lozère

#### **Relais Départemental des Offices de Tourisme**

Animation du relais des Offices de Tourisme : accompagnement, conseils classement, marque Qualité Tourisme, formations  
Organisation d'une bourse aux brochures départementale

#### **Observatoire**

Recensement, traitement et analyse des données de fréquentation touristique « Flux Vision Tourisme » et partage avec les Offices du Tourisme  
Recensement d'indicateurs auprès des sites touristiques majeurs  
Suivi et envoi d'enquêtes de conjoncture ou de comportement clientèle  
Réalisation d'une note de synthèse globale sur la fréquentation et partage sur l'Espace pro de Lozère Tourisme  
Recherche et développement pour la mise en place de nouveaux indicateurs  
Diffusion de rapports / chiffres auprès des porteurs de projets

#### **Ingénierie – Développement Qualité**

Accompagnement des porteurs de projet  
Gestion du Relais départemental des Gîtes de France  
Gestion du label Meublés de Tourisme pour ATOUR FRANCE  
Gestion du label Tourisme et Handicap

#### **Service commercial Lozère Résa**

Accompagnement des prestataires en expertise et stratégie produit, gestion, tarification et optimisation des revenus, commercialisation, multidistribution, webmarketing, site internet, relation clients, administratif et juridique.

#### **Aire de la Lozère / A75**

Vitrine du Tourisme lozérien sur l'axe A75  
Point d'accueil et de renseignements touristiques de l'offre départementale  
Espace boutique avec vente d'ouvrages, topoguides, livres sur la Lozère, produits Made in Lozère...  
Structure ouverte toute l'année 7 jours /7

#### **Maison de la Lozère à Paris**

Véritable ambassade parisienne du Département en plein cœur de Paris – place Saint-Michel  
Épicerie fine et boutique de produits Made in Lozère  
Point d'accueil et de renseignements touristiques  
Galerie d'Art  
Restaurant de mise en valeur des produits du terroir lozérien  
Espace affaires

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 810 320 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 4 592 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 22/04/2023 par les dirigeants.

## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

### CRISE SANITAIRE

Les différentes mesures mises en place par le CDT ont permis de limiter les impacts financiers de la crise sanitaire.

Sur l'année 2023, nous ne relevons plus d'impact significatif lié à la crise sanitaire.

### CRISE ET GUERRE EN UKRAINE

Le début de la guerre en Ukraine a commencé au début de l'année 2022.  
Ce conflit ne semble ne pas avoir d'incidence sur l'activité du CDT.

### DIVERS :

Sur l'année 2022, perte de la totalité de la commercialisation des hébergements de la SELO.  
Le volume de marché effectué avec la SELO était environ de 200 k€



# PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

## METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

## PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

### **Rappel :**

En matière d'immobilisation, le Comité Départemental du Tourisme a adopté en 2005 la méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables dite méthode prospective.

Cette méthode touche essentiellement les constructions, constructions sur sol d'autrui et constructions en concessions qui font l'objet d'une décomposition.

Les modèles de décomposition retenus sont les suivants :

Concernant les constructions :

Composants	Durée	Régime	Répartition
Gros œuvre et structure	40 ans	Linaire	60%
Toiture	30 ans		10%
Etanchéité	15 ans		5%
Installation électrique	15 ans		15%
Chauffage Agencement intérieur	15 ans		10%

Concernant les autres immobilisations corporelles :

Il n'est pas effectué de décomposition car il n'est pas identifié d'éléments significatifs faisant l'objet d'un remplacement à intervalles réguliers et ayant une durée d'utilisation différente de celle de la structure.

**Stocks :**

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

**Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite représentent au 31/12/2023 un montant de 645 066 k€. L'association a fait le choix d'externaliser le montant des engagements. Un contrat d'assurance auprès d'AG2R-La MONDIALE se décomposant :

- Contrats indemnités de licenciement : 47 504 euros,
- Contrats indemnités de fin de carrière : 383 229 euros

**Contributions volontaires :**

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

**INFORMATION COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE**

- En application du principe général énoncé par l'article 209 de l'annexe 2 du CGI, des secteurs distincts d'activité ont été constitués en matière de TVA.
- Application de ANC 2018-06 :  
Informations sur changement de présentation des fonds dédiés : les reports et les reprises, comptes 689 et 789 sont intégrés dans le résultat d'exploitation et plus dans le résultat exceptionnel.

Sue l'année 2023, le CDT a perçu une somme de 75 813.79€ suite à la conclusion de l'affaire Clément sur le restaurant de la Lozère à Paris.

Cette somme a été portée dans un compte de produits exceptionnel.

Pour l'année 2023, une seule dotation en fond dédié a été effectuée pour la mise en place d'une borne de recharge électrique pour un montant de 500€.



## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### *Immobilisations*

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	128 259	44 880	17 775	155 365
Immobilisations corporelles	774 182	26 238	23 206	777 214
Immobilisations financières	107 553		3 920	103 633
<b>TOTAL</b>	<b>1 009 994</b>	<b>71 118</b>	<b>44 900</b>	<b>1 036 212</b>

#### *Amortissements*

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
<b>TOTAL I</b>				
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL II</b>	72 507	5 662	17 775	60 394
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	105 533	1 565	0	107 098
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	339 217	4 840	0	344 057
Installations techniques, matériel, outillages industriels	37 214	3 438	15 629	25 022
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	19 292	5 400	1 060	23 632
Matériel de transport	69 513	10 364		79 877
Matériel de bureau et informatique	86 614	9 961	3 527	93 049
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL III</b>	657 382	35 568	20 216	672 735
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>729 889</b>	<b>41 230</b>	<b>37 990</b>	<b>733 129</b>

#### *Eléments constitutifs du fonds commercial*

Fonds commercial de 33 K€ :

- Eléments constitutifs : Fonds commercial du restaurant de Paris acquis en 1990 (d'après tableau des immobilisations)
- Non dépréciation du fonds malgré la période de Pandémie. Le niveau d'activité de l'association semble retrouvé y compris sur la partie commerciale.

### Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	117 850	15 044	1 592	131 302
Matières premières	18 612	2 955	478	21 089
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
<b>TOTAL</b>	<b>136 462</b>	<b>17 999</b>	<b>2 070</b>	<b>152 391</b>

### Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	6095
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>17 392</b>

### Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	66 570			66 570
Comptes financiers	85 348		3 920	81 428
<b>TOTAL</b>	<b>151 918</b>		<b>3 920</b>	<b>147 998</b>

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### *Fonds propres*

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	152 491				152 491
Dont générosité du public					
Report à nouveau	812 612			7 550	805 612
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice					4 592
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>965 103</b>		-		<b>969 695</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					0
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>965 103</b>			<b>0</b>	<b>969 695</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

### Analyse des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations: Montant global	Utilisations: Dont remboursements	Transferts	A la clôture: Montant global	A la clôture: Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Numérique	0		0	0	0		0
Événementiel	0		0	0	0		0
Promo Comm. NTI	0		0	0	0		0
Promo Comm.	0		0				0
Maison Tourisme Paris	0		0				0
Divers							450
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les fonds dédiés sont affectés sur des sections services publics. Des fonds dédiés à hauteur de 500€ ont été inscrits en compte 195000 en 2023, ils portent sur le financement d'une borne de recharge électrique.

### Subventions d'investissement

#### Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Aucune subvention d'investissements au 31/12/2023					0
					0
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>



## Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Aucune reprise de subvention d'investissement au 31/12/2023		0		0	0
TOTAL		0		0	0

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### *Subventions d'exploitation*

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu en N ou annulés	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
DEPARTEMENT	AIRE LOZERE	78 000	54 600	23 400		
DEPARTEMENT	PARIS	64 000	44 800	19 200		
DEPARTEMENT	CDT	1 200 000	837 818	362 182		
<b>TOTAL</b>		<b>1 342 000</b>	<b>937 218</b>	<b>404 782</b>		

#### *Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels*

	Net
<b>Produits exceptionnels</b>	129 673
Sur opérations de gestion	1 108
Produits de cession des éléments d'actif	0
Produits sur exercices antérieurs	52 751
QP de Subvention portée au compte de résultat	0
Produits exceptionnels divers	75 814
<b>Charges exceptionnelles</b>	10 495
Sur opérations de gestion	1515
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Pénalités	244
Dotations aux provisions	0
Charges sur exercices antérieurs	8 736
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>119 178</b>

## Annexe association (suite)

### AUTRES INFORMATIONS

#### *Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

L'association a décidé de couvrir par un contrat d'assurance auprès d'AG2R LA MONDIALE le montant des engagements pour départ à la retraite, s'élevant à 645 066 € au 31/12/2023. Ces engagements sont couverts à hauteur de 430 733 euros au 31/12/2023.

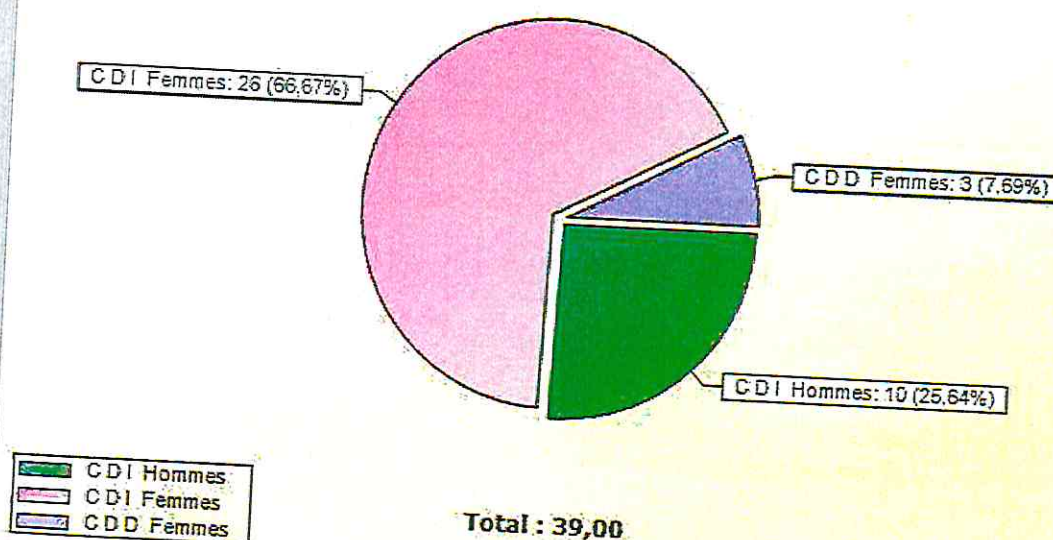
#### *Rémunération des cadres dirigeants*

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

## Effectif moyen

Répartition de l'effectif au 31/12/2023



Répartition de l'effectif par sexe au 31/12/2023

Catégorie	F	H	Total	CDI F	CDI H	Total	CDD F	CDD H	Total
Total	29	10	39	26	10	36	3		3

Répartition de l'effectif au 31/12/2023 et évolution depuis N-1

Catégorie	Sexe	Total	CDI T.C.	CDI T.P.	CDD T.C.	CDD T.P.
	H	10	10			
	F	29	19	7	3	
Total période N		39	29	7	3	
	H	11	11			
	F	27	19	5	3	
Total période N-1		38	30	5	3	
	H	-1	-1			
	F	2		2		
Écart N-1 / N		1	-1	2		

## Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 659 euros.